

RWANDA

L'armée rwandaise se refait une santé à Goma

Les soldats des FAR, officiellement désarmés, se sont regroupés près des camps de réfugiés dont ils détournent l'aide humanitaire. A cause de rumeurs de réarmement, l'ONU prévoit de les interner sous le contrôle de l'armée zairoise.

Goma, envoyé spécial

Pour le pasteur Winston Hurlburt, le désarmement des Forces armées rwandaises (FAR) réfugiées au Zaïre est une vue de l'esprit. Depuis que sa concession, installée à quelques kilomètres à l'ouest de Goma, a été envahie par l'état-major des FAR, sa vie a basculé. « Nous ne sommes plus en sécurité. Aujourd'hui, ils ont encore tué un de mes employés à coups de machette », déplore-t-il. Ses 54 hectares ne sont plus qu'un immense encombrement de véhicules en tous genres, garés dans tous les sens. Minibus Volkswagen, 4x4 Toyota, pick-up Suzuki, autobus, tout ce que les militaires ont pu rafler dans leur fuite est entassé là. En état de marche, et avec de l'essence. Les fuyards possèdent en effet leurs propres camions-citernes de carburant, emportés lors du repli. Le reste du terrain s'est couvert de tentes et d'abris de fortune. « Ils sont plus de 2 000 maintenant. Ils ont transformé la chapelle en poste de commandement, et hier soir, j'ai surpris un type avec 4 grenades et une Kalachnikov à 30 mètres de ma chambre. »

Le général Bizimungu, chef d'état-major des FAR, campe ici avec ses officiers supérieurs et sa garde rapprochée. Un peu plus loin, sur la route, environ 16 000 autres militaires sont installés dans le camp de réfugiés de Mugunga. Un autre contingent de 8 000 soldats s'est réfugié à Bukavu, au sud du lac Kivu. Officiellement, bien sûr, l'armée rwandaise n'existe plus. Les autorités zairoises assurent avoir confisqué tout son armement au passage de la frontière. « C'est sûr, au moins pour ce qui concerne les armes lourdes », estime un officier français qui a pu avoir accès au stock confisqué, entreposé dans une caserne proche de Goma. Cet ancien conseiller militaire au Rwanda, de 1990 à 92, a retrouvé la totalité de l'équipement qu'il connaissait. En revanche, les armes légères n'ont pas toutes été récupérées. Et une bonne partie de celles confisquées ont été remises en circulation. Les premiers bénéficiaires en sont les soldats zairois, qui se promènent en exhibant les armes d'origine sud-africaines des FAR.

Mais ce sont surtout les rumeurs de réarmement des FAR qui inquiètent. Pour le pasteur Hurlburt, les armes sont bel et bien là. « Il y a des camions fermés sur mon terrain, personne ne sait ce qu'ils contiennent. En revanche, on voit très bien le mortier, installé à l'arrière d'un autre camion. » Sans doute assez pour terroriser la population locale, mais trop peu pour entamer la reconquête du Rwanda. Le général Bizimungu écarte d'ailleurs toute offensive pour le moment. « Nous nous reposons, nous nous réorganisons. Mais nous ne comptons pas reprendre les combats. L'heure est à la négociation », assure-t-il.

L'ONU ne cache pas son inquiétude face à cette concentration militaire aux portes du camp de Mununga. Selon un responsable du HCR, les FAR détourneraient de 40 à 60% de l'aide humanitaire livrée aux 100 000 réfugiés du site. Les FAR ont en fait pris le contrôle presque complet du camp. Hier, au moment de la distribution des vivres, on

pouvait voir les militaires, avec des listes de noms, assurer la répartition. « C'est comme ça tous les jours, assure un médecin français qui travaille au centre de soins de Médecins du monde, dans le camp. Ils détournent la bouffe par camions entiers, qui repartent on ne sait où. Ils font régner leur loi, et chaque matin, on soigne des blessures à l'arme blanche. » « Ils sont en train de se refaire une santé, ils mangent, se font soigner. Dans deux mois, ils seront prêts à repartir », soupire le médecin.

Le HCR a donc timidement demandé au gouverneur de Goma de l'aider à régler ce problème, « politiquement et légalement très compliqué », affirme le chef de la mission des Nations unies. Et avant-hier, la décision a été prise de déplacer les militaires rwandais beaucoup plus à l'ouest, vers la ville de Saké. Ils devraient même faire l'objet d'un internement complet, sous le contrôle de l'armée zairoise. Enfin, tous leurs véhicules volés au Rwanda devraient être remis au nouveau gouvernement de Kigali, au terme d'un accord passé il y a deux jours entre le Zaïre et le Rwanda.

Reste maintenant à faire exécuter cette décision. La délégation du HCR ne compte guère sur l'efficacité des militaires zairois. Reste l'intérêt que pourraient y trouver les FAR, comme l'explique un ex-haut fonctionnaire de Kigali, réfugié à Goma. « C'est une véritable aubaine. Sur le nouveau site du lac Vert, les troupes des FAR seront bien mieux installées, au large, dans les collines. Elles pourront même reprendre discrètement leur entraînement. »

Guy BENHAMOU



Sur la route du camp de Kibumba, fin juillet. Mêlés au flot des réfugiés, les soldats des FAR font régner leur loi.

AFRIQUE DU SUD

Nelson Mandela à l'épreuve des grèves

Lancé il y a un mois, le mouvement affecte toute l'économie sud-africaine. Un premier véritable test pour le président, défié par ses alliés d'hier.

Johannesburg, de notre correspondante

Depuis près d'un mois, l'Afrique du Sud est en proie à une vague de grèves telle qu'elle n'en avait plus connue depuis 1987, aux pires heures du bras de fer entre masse ouvrière et patronat et pouvoir blanc. Hier, après trois semaines de débrayage et de manifestations ayant donné lieu à plus de 500 arrestations, les 14 000 ouvriers de la chaîne de supermarchés « Pick n'Pay » ont décidé de reprendre le travail, sur la base d'une augmentation significative (12%) de leurs salaires. Mais quelque 35 000 autres ouvriers d'une dizaine de secteurs sont toujours en grève. Nelson Mandela est ainsi confronté à son premier véritable test d'autorité. Bien que le conflit se limite au secteur privé, bon nombre de Blancs attendent de lui une « reprise en main » de son allié, la Cosatu, puissante confédération syndicale forte de 1,5 million de membres et fer de lance de la « déstabilisation » en cours.

Jour après jour, la télévision a montré des images en porte-à-faux avec le nouveau mot d'ordre de réconciliation nationale: comme sous le précédent régime, des policiers blancs ont lâché leurs chiens sur des grévistes noirs particulièrement remontés. De fait, l'actuelle vague de débrayages n'aurait pas

surpris si elle n'avait pris cette année une tournure plus militante. Les mois de juin à août constituent la période traditionnelle de négociations salariales. Mais cette année les revendications sont autrement plus fortes que par le passé. Dans le seul secteur de l'industrie automobile, 80% des 25 000 employés ont, après à peine 3 jours de négociations infructueuses, voté lundi en faveur d'une grève illimitée.

« Les ouvriers noirs n'ont plus la patience d'attendre », explique Deanne Collins, spécialiste des mouvements syndicaux. Ils ont accepté au cours des cinq dernières années de récession des licenciements en masse et des augmentations bien au-dessous de niveau d'inflation. Or, l'économie marque une reprise avec une croissance attendue de 3 à 4%. A cela s'ajoutent bien d'autres frustrations devenues inacceptables avec l'avènement d'un gouvernement noir: sur plusieurs sites miniers, quelque 20 000 ouvriers ont débrayé « afin de mettre un terme aux pratiques racistes » toujours en vigueur.

Chacune des revendications salariales s'accompagne de demandes de « démocratisation sur le lieu de travail » et de programmes « d'action affirmative » devant apporter à près de 60% d'ouvriers noirs illettrés les pos-

sibilités d'avancement dont l'apartheid les a privés. « Les ouvriers veulent voir la démocratie politique se traduire en démocratie économique. Il ne leur suffit pas de tenir un bulletin de vote tous les cinq ans », confirme Sam Shilowa, secrétaire général de la Cosatu. Le gouvernement post-apartheid, sans être directement visé, se retrouve en première ligne. Il est difficile pour Nelson Mandela de ne pas éprouver au moins de la sympathie pour les grévistes qui constituent une part essentielle de son électoral.

Mais le chef de l'Etat subit les pressions des hommes d'affaires et de ses ministres, qui lui demandent de préserver son « Programme de reconstruction et de développement ». Les grèves risquent, selon eux, de décourager définitivement les investisseurs étrangers. D'où une attitude entre deux eaux: après avoir condamné « l'incapacité des leaders syndicaux à se détacher d'un activisme datant des années de lutte », Nelson Mandela a accepté de les recevoir « comme anciens alliés, sur un pied d'égalité ». Et samedi dernier il a réussi à écarter in extremis le spectre d'une grève générale de 400 000 ouvriers dans la région de Johannesburg, lundi prochain.

Corinne MOUTOUT